

# **Alexandre Marc.**

## **Des lendemains de la deuxième guerre mondiale à la fin des Golden Sixties**

par Jean-Pierre Gouzy

### **I.– NOTRE APRÈS-GUERRE**

#### **Naissance de l'Union européenne des fédéralistes**

Le III<sup>e</sup> Reich a capitulé le 8 mai 1945. En Allemagne, dans une Europe ruinée et exsangue, le spectacle est celui de la désolation. Dès le 12 mai, Churchill constate l'existence d'un « rideau de fer » au cœur du Vieux Continent. Depuis la jonction des troupes soviétiques et américaines sur l'Elbe, l'Allemagne n'existe plus en tant qu'État. Ce sont les commandements militaires alliés qui exerceront l'autorité suprême jusqu'en septembre 1950, époque où la République fédérale verra le jour dans les zones d'occupation anglaise, française et américaine. Dès le mois d'octobre suivant, la zone d'occupation soviétique se transformera en République démocratique sous la férule des émules allemands de Staline, tandis que la soviétisation de l'Europe centrale et orientale se précisera.

Dans ce contexte de bouleversements profonds, un premier appel pour la fédération européenne a été lancé à Paris, les 22 et 24 mars 1945, par un éphémère comité qui comprenait pourtant des personnages prestigieux comme Albert Camus et Emmanuel Mounier. À l'origine de cette manifestation qui n'eut pas de suite immédiate, on peut repérer les rencontres de la Résistance européenne dans les années 1944 en Suisse, et la publication d'un manifeste réclamant la création d'une « Union fédérale des peuples européens ». Il faut attendre, en fait, l'année 1946 – où, presque simultanément, Winston Churchill lancera son appel en faveur des « États-Unis d'Europe » et aura lieu la première rencontre des mouvements fédéralistes naissants à Hertenstein, sur les rives du lac des Quatre Cantons, à l'initiative des militants de l'Europa Union suisse fondée avant la deuxième guerre mondiale – pour que s'esquisse progressivement la constitution d'une véritable Union européenne des

fédéralistes (U.E.F.) Les pionniers du Movimento Federalista Europeo, avec Altiero Spinelli, y contribueront fortement, mais on peut citer le cas de maintes autres organisations comme la Federal Union, née en Grande-Bretagne, également avant la guerre.

\*

Les sources du fédéralisme européen contemporain sont donc très diverses... Ainsi, en France, le principal mouvement de l'époque, La Fédération, avait commencé à se manifester dès octobre 1944, sous le nom de Centre d'études institutionnelles pour l'organisation de la société française – la Fédération, à l'initiative d'un groupe imprégné des doctrines du catholicisme social, pour une part, et du fédéralisme proudhonien, d'autre part. La première brochure publiée par ce Centre, *France, terre des libertés*, développait déjà avec beaucoup de netteté les perspectives d'un « fédéralisme interne », contre la centralisation jacobine.

Parallèlement, un mouvement d'idées fédéralistes socialistes et communautaires rassemblait, depuis décembre 1945, des syndicalistes, des « francs-tireurs » du socialisme, des libertaires, et d'anciens militants communistes devenus féroceement hostiles à un stalinisme géniteur d'un univers concentrationnaire, autour d'une revue tantôt mensuelle, parfois bimensuelle : *La République moderne* qui se transformera plus tard en *République fédérale*. Une organisation est née autour de ces cahiers : les Cercles socialistes et fédéralistes.

En schématisant, on peut dire que le mouvement fédéraliste en Europe occidentale, pendant les années de l'immédiat après-guerre, a cherché à s'organiser autour de trois pôles : le « fédéralisme interne » (lui-même territorial, économique et social), le « fédéralisme européen », et le « fédéralisme mondial ».

Dans la France de cette époque tourmentée, on s'efforçait de surmonter (alors que le parti communiste partageait le pouvoir gouvernemental) les dilemmes du capitalisme et de l'étatisme. À cet égard, la réforme de l'entreprise apparaissait comme un thème tout aussi porteur que celui de l'Europe à reconstruire en s'inspirant des premières expériences fédéralistes. Mais notre pays n'était pas le seul où, dans le chaos institutionnel et idéologique ambiant, on appréhendait ces questions. En Italie, par exemple, on retrouvait la quête similaire d'une « nouvelle société » (déjà !) dans le mouvement *Comunità* fondé par le grand industriel Adriano Olivetti.

Partout, ceux qui réfléchissaient sur le péril totalitaire immédiat et les possibilités de construire une société internationale, européenne,

régionale, communale, qui sauvegarde les libertés, cherchaient à agir et à se regrouper.

C'est dans ce contexte qu'est née, les 15 et 16 décembre 1946, l'Union européenne des fédéralistes. La réunion qui consacra la première convergence des efforts entre fédéralistes européens épars se tint dans les locaux du mouvement La Fédération, à Paris, au cœur du quartier de l'Opéra, 9 rue Auber. C'est là qu'il fut décidé, sous la présidence d'un vénérable parlementaire de la III<sup>e</sup> République, Gaston Riou, connu avant la guerre, pour avoir publié un ouvrage préfacé par Aristide Briand (*Europe ma patrie*), de faire de l'U.E.F. une organisation internationale, de statut helvétique, en localisant le siège au Palais Wilson à Genève, et en confirmant l'établissement d'un secrétariat à Paris. Alexandre Marc devint ainsi le premier secrétaire général de l'U.E.F. Parallèlement, le fédéraliste personnaliste néerlandais Henri Brugmans fut appelé à présider l'exécutif de la nouvelle Union.

Lorsque les délégués se séparèrent dans le Paris grelottant de froid d'un hiver précoce et encore privé de tout, immensément triste et noir, de cette fin de l'année 1946, la première espérance européenne de l'après-guerre s'était enfin concrétisée.

Alexandre Marc n'était pas un inconnu... Nos « anciens » se souvenaient de l'aventure intellectuelle des années 1930 et de la revue *L'Ordre nouveau* où tant de brillants esprits s'étaient retrouvés autour de Denis de Rougemont, Robert Aron, Daniel-Rops, pour ne citer que quelques noms. Ceux de ma génération avaient appris à le connaître en découvrant son *Proudhon* ou son *Avènement de la France ouvrière* publiés l'année précédente, ou encore en appréciant son intense activité dans la capitale française libérée (lancement des *Cahiers du Monde nouveau*, fondation du Centre de documentation « Nouvel Humanisme », etc). En décembre 1946, Alexandre Marc n'avait pas encore quarante-trois ans, mais nous savions déjà qu'il était essentiellement attaché aux théories sociales et économiques du fédéralisme, conçu dans une perspective globale de l'organisation des hommes. C'est pourquoi, il s'est voulu le pionnier de ce qu'il avait lui même appelé « fédéralisme intégral » ou encore, plus récemment, « fédéralisme global ».

### **Premières rencontres, premiers congrès**

Quoi qu'on puisse rétrospectivement penser de personnalités fédéralistes aussi différentes et puissantes qu'Alexandre Marc ou Altiero Spinelli, on ne leur dénierait pas une qualité essentielle : leur attachement sans faille aux idées qui, *hic et nunc*, inspiraient leur démarche.

Fédéraliste « intégral » ou « global », Alexandre Marc était membre en France du mouvement La Fédération et collaborait régulièrement à sa revue avec Robert Aron, Jean Bareth, Hyacinthe Dubreuil, Daniel Halévy, Gabriel Marcel, Daniel-Rops, Thierry Maulnier, et tant d'autres. Il participait aussi à l'activité des Cercles socialistes et fédéralistes dont la publication avait pour directeur politique Robert Aron, et à laquelle collaborait également Bernard Voyenne, ainsi qu'aux efforts du Mouvement universel pour la confédération mondiale<sup>1</sup> qu'animait notamment, à l'époque, Francis Gérard.

J'ai fait personnellement connaissance d'Alexandre Marc au tournant des années 1946 et 1947, dans les bureaux de la revue *La République moderne*. On dissertait, en la circonstance, de l'attitude qui devait être la nôtre à l'égard d'une Allemagne terrassée par la guerre. Contre le conformisme ambiant dans les cercles fédéralistes (et Alexandre Marc avait horreur du conformisme), j'étais intervenu pour soutenir la cause d'une Allemagne réconciliée avec elle-même, mais aussi avec la France et l'Europe, après les inepties du traité de Versailles, la montée de l'hitlérisme, les désastres qui en furent la conséquence, alors que le joug stalinien s'appesantissait sur l'U.R.S.S. La franchise (ou l'impertinence) de mon propos fut loin de déplaire, en tout cas, à mon interlocuteur. C'est ainsi que se sont noués les premiers contacts qui furent à l'origine d'un compagnonnage exceptionnel (même s'il fut parfois mouvementé) qui dura plus d'un demi-siècle.

Sous l'impulsion d'Alexandre Marc, les fédéralistes s'attaquèrent très vite au problème allemand avec courage. Dès le mois d'avril 1947, l'U.E.F., au cours de son Conseil international d'Amsterdam, se dressa contre toute solution punitive envers l'Allemagne (en s'opposant notamment à certaines velléités françaises à l'égard de la Sarre et de la Ruhr) et déclarait fermement que l'avenir des Allemands ne pouvait s'envisager de façon constructive qu'au sein d'une Europe fédérée.

Le principal souci d'Alexandre Marc fut d'organiser le premier congrès européen réel de l'Union européenne des fédéralistes, alors que, par ailleurs, au début de 1947, les mouvements en faveur de l'Europe se multipliaient : Ligue indépendante (puis « européenne ») de coopération économique regroupant les cercles libéraux, Mouvement pour les États-Unis socialistes d'Europe, United Europe Movement (churchillien) constitué à Londres au printemps 1947, Nouvelles Équipes internationales (démocrates chrétiennes) créées à Liège en juin de la même année, etc.

---

1. Le M.U.C.M. est devenu par la suite le Mouvement universel pour la fédération mondiale (M.U.F.M.) »

Cependant, Alexandre Marc, après avoir donné au Mouvement fédéraliste une impulsion décisive, tout en continuant à jouer un rôle de premier plan, cèdera plus tôt que prévu, dès juillet 1947, le secrétariat général de l'U.E.F. à un Suisse, Raymond Silva, qui le transférera de Paris à Genève. Remarquable orateur, Alexandre mit son éloquence au service des fédéralistes, au cours de manifestations qui regroupèrent entre plusieurs centaines (Reims) et plusieurs milliers de personnes (La Sorbonne). Mais surtout, il faut savoir que jamais le magnifique congrès de Montreux n'aurait pu se tenir sans l'élan initial qu'il a donné à sa préparation.

Ce congrès fondateur de l'U.E.F. succédant au congrès constitutif du Mouvement universel pour la confédération mondiale, à Montreux également, fut un important rendez-vous supranational de l'Europe d'après-guerre. Seize nationalités étaient représentées. Ces assises suscitèrent un intérêt vibrant. Elles furent marquées par la doctrine fédéraliste intégrale professée par Alexandre Marc, mais aussi, à des degrés divers, par Denis de Rougemont et Henri Brugmans. Les textes adoptés peuvent, aujourd'hui encore, être considérés comme des éléments fondamentaux du fédéralisme global. Alexandre Marc fut notamment – avec Maurice Allais, qui deviendra plus de huit lustres après, Prix Nobel d'économie –, l'auteur de la motion de politique économique du congrès, dénonçant « toute organisation centralisée et totalitaire de l'économie », préconisant « une décentralisation radicale des pouvoirs à tous les échelons », « une planification des structures assurant une répartition équitable des revenus et la suppression de tout revenu ne correspondant pas à un service présent ou passé rendu à la collectivité ».

La présence d'Allemands et d'Autrichiens, participant pour la première fois depuis la guerre et sur un pied d'égalité avec d'autres Européens à un congrès international, a été vivement remarquée. Plusieurs fédéralistes autrichiens et allemands furent élus au Comité central de l'U.E.F. dont l'écrivain Eugen Kogon, premier président de la future Europa Union Deutschland. C'est à Montreux également que Denis de Rougemont, héritier comme Alexandre Marc des enseignements de l'Ordre nouveau des années 1930, présenta son texte d'anthologie sur *L'attitude fédéraliste*.

Au sortir du Congrès de Montreux, Alexandre Marc continuera à œuvrer activement au sein de l'U.E.F. comme directeur de son « Département institutionnel, politique, social, économique ». Il publiera, en outre, coup sur coup, *Principes du fédéralisme* (livre écrit avec Robert Aron) et *A hauteur d'homme, la révolution fédéraliste*.

### Les « États généraux de l'Europe » : La Haye (mai 1948)

La plus imposante manifestation pour les Européens de l'après-guerre fut incontestablement le Congrès de l'Europe qui s'est tenu à La Haye, du 7 au 11 mai 1948. Alexandre Marc joua un rôle essentiel « d'initiateur » et « d'inspirateur » de ce rassemblement qu'il contribua – c'est le cas de le dire – à « animer », en bousculant quelque peu sa belle ordonnance churchillienne.

L'initiative de la manifestation et sa réalisation sont revenues à un Comité de coordination des mouvements pour l'unité européenne constitué le 11 novembre 1947 à l'instigation de certains fédéralistes, avec la Ligue européenne de coopération économique (Paul Van Zeeland), l'Union parlementaire européenne (Richard Coudenhove-Kalergi), l'United Europe Movement (Winston Churchill), etc.

L'appellation officielle du Congrès de La Haye fut celle de « Congrès de l'Europe ». Ce sont les fédéralistes qui ont parlé « d'États généraux » (expression proposée originellement par Alexandre Marc). La présidence du congrès fut très naturellement accordée à Churchill, figure de proue de l'europhisme officiel, depuis son retentissant discours de Zurich. Deux churchilliens convaincus furent chargés de l'organisation effective du congrès, pour éviter tout débordement. L'un d'eux n'était autre que le propre gendre de Churchill, Duncan Sandys.

Le Congrès de La Haye compta environ sept cent cinquante délégués, dont deux cents parlementaires. À côté de ces grands notables, les représentants des organisations professionnelles, syndicales, et les militants fédéralistes étaient venus nombreux dans la médiévale salle des Chevaliers des Pays-Bas (Ridderzaal), où siège le Parlement néerlandais.

Aussi curieux que cela puisse paraître, c'est à La Haye, en cette circonstance, que le courant fédéraliste intégral qu'incarnait Alexandre Marc s'affirma pour la première fois avec éclat, en dehors des cercles d'initiés, grâce au soutien des syndicalistes francophones. Il est donc normal que ce soit à La Haye qu'éclata pour la première fois au niveau européen la controverse entre économistes de l'École libérale et militants syndicalistes et fédéralistes qui voulaient tout simplement que fût inscrite, dans la résolution de politique générale une phrase relative à la participation des syndicats ouvriers à la direction de l'économie. Ils demandaient aussi que le congrès prenne position sur la nécessité d'instaurer un conseil économique et social européen.

C'est enfin à La Haye que fut préconisée la création d'un Centre européen de la culture, qui finit par voir le jour à Genève, villa Moynier, sous la houlette de Denis de Rougemont, auteur d'un éloquent *Message*

aux Européens rédigé par ses soins et dont il donna lecture à la séance solennelle de clôture, tandis qu'Alexandre Marc avait pris en charge un rapport sur les droits de l'homme. Que voulaient les fédéralistes ? Une charte des droits de l'homme... Ils l'ont obtenue ! Une cour de justice... Ils l'ont également obtenue. Une Assemblée européenne où seraient représentées « les forces vives »... Il ne leur fut accordé, en 1949, qu'une Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, à Strasbourg, et plus tard, l'Assemblée parlementaire européenne devenue le Parlement européen, aujourd'hui élu au suffrage universel direct depuis dix-neuf ans. Par contre, le congrès avait prévu la création d'un institut européen de l'enfance et de la jeunesse qui n'a jamais vu le jour.

Les délibérations eurent, cependant, deux autres conséquences dans le domaine citoyen. La première fut la constitution du Mouvement européen, le 25 octobre 1948, qui se substitua au Comité international de coordination des mouvements pour l'unité européenne, avec pour premier président le gendre de Churchill, incarnation d'un « européisme » modéré, mais aussi avec des moyens dont ne disposait pas l'Union européenne des fédéralistes – ce qui faillit bien remettre en cause l'existence autonome de l'U.E.F. Alexandre Marc s'éleva vigoureusement contre cette tentation qui fut partagée par Henri Brugmans et Raymond Silva. La question du maintien de l'U.E.F., en tant que mouvement indépendant au sein du nouveau Mouvement européen international fut tranchée par le deuxième congrès de l'U.E.F. qui se tint à Rome, du 7 au 11 novembre 1948, au Palais de Venise. Henri Frenay, héros de la Résistance intérieure française, devint, à l'instigation d'Alexandre Marc, le président du comité central, tandis qu'Henri Brugmans demeurait président de l'exécutif.

Deuxième conséquence du Congrès de La Haye et de la naissance du Mouvement européen : la création du Collège d'Europe de Bruges. Alexandre Marc souhaitait en devenir le premier animateur. Il fut jugé trop « anticonformiste » et évincé au profit d'Henri Brugmans, à la suite d'une Conférence européenne de la culture organisée à Lausanne en décembre 1949, sous l'égide du Mouvement européen international. Dans les conversations privées, bien des lustres plus tard, Alexandre en concevait encore une certaine amertume, tant était puissant le besoin qu'il n'avait cessé d'éprouver d'enseigner l'Europe et le fédéralisme en disposant de la durée.

Qui plus est, au sein de l'U.E.F. elle-même, Alexandre Marc a dû compter avec de nouvelles forces, groupées derrière des fédéralistes aussi résolument « hamiltoniens » qu'Altiero Spinelli et Luciano Bolis, en charge d'un mouvement dont le rôle ira croissant en Italie à partir de

1950. Pour Alexandre Marc, la période 1947, 1948, 1949 a cependant été particulièrement féconde sur le plan doctrinal. Citons : l'établissement de projets d'une Cour suprême des droits de l'homme (sur la base des textes adoptés sur la question par le Congrès de l'Europe à La Haye) ; de Constitution mondiale (texte adopté au Congrès fédéraliste mondial du Luxembourg); de Constitution européenne. Alexandre Marc participera également à la fondation de l'Institut européen de l'Université de Turin et, après avoir rédigé un rapport d'ensemble sur la « reconstruction culturelle » à la Conférence générale de l'Unesco de Florence, il consacra une bonne partie de son temps, au cours des premières années 1950, à la préparation et l'organisation d'un projet dont il rêvait depuis longtemps : la création d'une université internationale.

## II.- LES COMBATS DES ANNÉES 1950

Les années 1950 furent marquées tout à la fois par l'échec de la tentative de « faire l'Europe » à partir du Conseil de l'Europe, par la Déclaration Schuman du 9 mai, par la naissance de la toute première Communauté européenne (celle du charbon et de l'acier) à Luxembourg, par les tentatives avortées de Communauté européenne de défense (C.E.D.) et de Communauté politique supranationale, par la relance de Messine et les traités de Rome, débouchant sur l'installation à Bruxelles de la Communauté économique européenne (C.E.E.) et de l'Euratom (C.E.E.A.). Les fédéralistes ont vécu intensément cette période où, après s'être distingués des « unionistes », ils apprirent à compter avec les « fonctionnalistes », en particulier avec la personnalité hors du commun de Jean Monnet. Ils virent dans l'initiative Monnet-Schuman, à juste titre, l'action européenne la plus hardie depuis la guerre et, malgré certaines réserves, ils l'ont soutenue. Il en a été de même pour les projets de Communauté européenne de défense et de Communauté politique.

Les années 1950, 1951, 1952, 1953 ont donné le maximum de crédibilité aux perspectives supranationales, avant l'échec du projet de C.E.D. devant l'Assemblée nationale française, en août 1954. Ce n'est pas le fait du hasard si l'U.E.F. a publié en 1951, à des dizaines de milliers d'exemplaires, la brochure intitulée *L'Heure de la fédération européenne*, avec en exergue cette phrase de Dwight Eisenhower : « *The problem of the European Federation... cannot be attacked successfully by slow infiltration, but only by direct and decisive assault, by all available means.* » À cette époque là, les Américains ont soutenu activement les mouvements pour l'unité européenne. Grâce à leur appui, ce n'est que

justice de le rappeler, une Campagne européenne de la jeunesse (C.E.J.) permit dans chaque pays ou presque de l'Europe occidentale, de familiariser les mouvements de jeunes et d'éducation populaire avec les perspectives d'une Europe unie qui se dessinaient alors.

### **La Lorelei, Sarrebruck, Trieste : des jalons pour l'avenir**

Le premier secrétaire général de la C.E.J., Jean Moreau (qui devint dans les années 1960 l'un de nos plus fidèles amis à Bruxelles, avec Jacques-René Rabier), organisa des rencontres associant des dizaines de milliers de jeunes, notamment dans le camp allemand de la Lorelei. Alexandre Marc en assumait alors la direction des études politiques, économiques et sociales. Au cours de ces mêmes années 50, celui-ci mena aussi une intense activité européenne d'enseignant, de conférencier, au cours des sessions internationales de Royaumont, aux universités de Mayence et de Francfort-sur-le-Main, au Centre de relations étrangères de Bad Dürkheim, aux collèges européens de Nancy et de Tours, à l'Université européenne de Strasbourg.

Alexandre Marc participera également à la fondation du Conseil des communes d'Europe (C.C.E.), et dirigera le secrétariat de l'Association des universitaires d'Europe que présidait notre ami Michel Mouskhely, professeur à l'Université de Strasbourg. En 1952, il s'est vu confier la direction d'un nouveau Département des études fédéralistes de l'U.E.F. La même année, alors qu'il était question de faire de la Sarre un district européen, il rencontrera Guy Michaud, futur secrétaire général du Centre international de formation européenne (C.I.F.E.), alors professeur à l'Université de la Sarre, très séduit par l'idée d'université internationale. Les échecs successifs de la C.E.D. et des premiers projets d'Europe politique supranationale consacreront celui du projet de statut européen de la Sarre, en octobre 1955, alors que la collaboration de Guy Michaud et d'Alexandre Marc s'affirmait avec l'organisation commune d'un Congrès des universitaires d'Europe à Trieste, la même année, et devait surtout prendre corps au cours des premiers lustres d'existence du C.I.F.E.

### **Naissance du Centre international de formation européenne (C.I.F.E.)**

Dans les mois qui suivirent immédiatement l'échec du traité de C.E.D. et l'enterrement du projet d'une Europe politique supranationale, l'idée était assez largement partagée dans les milieux européens d'avant-garde que leur action devait désormais disposer d'un « supplément d'âme » et

d'assises populaires. De cette motivation sont nés successivement le Centre international de formation européenne en décembre 1954 et le Congrès du peuple européen (C.P.E.), entre 1955 et 1961.

Dans le premier cas, Alexandre Marc fut le fondateur, et son initiative a désormais franchi le cap des années 2000. Dans le deuxième cas, l'aventure s'avéra éphémère malgré la pugnacité dont Alexandre Marc et Altiero Spinelli firent preuve pour tenter de l'imposer dans la durée.

Le C.I.F.E. a été conçu au départ pour étudier les problèmes posés par l'intégration européenne, assurer la formation civique des européens et l'éducation des cadres d'une opinion publique européenne encore balbutiante. Les fédéralistes avaient généralement pensé, à la faveur des événements de l'après-guerre, que les premiers fondements d'une union fédérale seraient jetés rapidement. Force était de constater, à l'automne 1954, qu'il n'en avait rien été. Avec la fin de la guerre froide et la disparition de Staline, le grand parti de la «trouille» restaurait les souverainetés chancelantes. Il convenait donc d'agir en conséquence. Bien que le C.I.F.E. ait rapidement disposé d'un premier statut d'association internationale, déposé à Genève dans l'étude de M<sup>c</sup> Pillet, il était en fait, au départ, une cellule pédagogique de l'U.E.F., les sièges étaient d'ailleurs les mêmes (8, rue de l'Arcade à Paris). Guglielmo Usellini, secrétaire général de l'U.E.F., était devenu le premier secrétaire général du C.I.F.E., avant que cette fonction ne soit occupée à la suite de son décès prématuré par Guy Michaud. Le premier trésorier, le belge Pierre Lucion, était aussi celui de l'U.E.F. Le premier président du C.I.F.E., Grégoire Gafenco, ancien ministre des affaires étrangères de Roumanie, était en même temps celui du Centre. Après la disparition de Gafenco, Enzo Giacchero, membre de la Haute Autorité de la C.E.C.A. et successeur de Grégoire Gafenco à l'U.E.F., a assumé également la charge de président du C.I.F.E. Moi-même, j'occupais simultanément les fonctions de secrétaire général adjoint et de directeur administratif du C.I.F.E., tout en exerçant celle de secrétaire général du Mouvement fédéraliste européen en France. Qui plus est, à l'origine, les sources de financement étaient de même origine.

C'est très progressivement, pour assumer son développement et se prémunir contre les conséquences possibles d'une trop grande assimilation au sein de l'organisation fédéraliste – déchirée au surplus, jusqu'à la fin des années 1960, par de vives dissensions –, qu'Alexandre Marc décida de faire du Centre international de formation européenne une entité pédagogique indépendante. Cette évolution se fit insensiblement, au fil du temps, mais les relations privilégiées avec

l'U.E.F. furent maintenues au moins tant que le siège de celle-ci resta localisé à Paris, d'abord rue de l'Arcade, puis rue de Trévis.

En décembre 1954, Alexandre Marc avait reçu des assurances financières pour six premiers stages de formation européenne. Pas un de plus ! Au terme de ce programme, il lui fallut avec notre aide assurer le succès de tous ceux qui suivirent, à une cadence remarquable, puisque le centième séminaire du C.I.F.E. s'est tenu en Vallée d'Aoste au mois d'août 1963.

Les premiers stages de formation européenne se sont déroulés à Saint-Germain-en-Laye en janvier et février 1955, avec des participants venus des six pays de la Communauté européenne et de Suisse, puis au Château de La Brévière en forêt de Compiègne. Le succès fut immédiat et considérable. Inutile de dire qu'Alexandre Marc s'impliqua personnellement dans chaque rencontre, avec une soixantaine de professeurs et participants. L'expérience partie de l'Île-de-France s'épanouira progressivement dans les régions françaises, après une première rencontre couronnée de succès à Aix-les-Bains, en août-septembre 1955, avant de gagner les autres pays européens. Guy Héraud, François Luchaire, André Thiery, Georges Vedel, Bernard Voyenne qui comptent parmi les survivants de cette époque pionnière peuvent encore témoigner, comme moi-même, de sa fécondité.

Tous les stages et séminaires pendant ces années 1950 eurent lieu en France avec, en règle générale, une composition européenne équilibrée, mais uniquement en langue française. Il faut attendre les années 60, pour, toujours sur l'impulsion créative d'Alexandre Marc, assister aux premiers développements des activités éducatives du C.I.F.E. en Allemagne et en langue allemande (Hambourg, Munich, Königswinter), en Belgique (Overijse et Huizingen), en Italie (Turin, Aoste), au Grand-Duché, aux Pays-Bas (Oosterbeek, près d'Amsterdam).

### **Le Congrès du Peuple européen**

Pendant ce temps, non sans peine, l'Union européenne des fédéralistes, traumatisée par les premiers échecs de la Communauté européenne naissante entre 1953 et 1954, avait décidé d'entreprendre une mobilisation de l'opinion publique, « en donnant la plus forte expression possible à un sentiment populaire d'opposition contre le régime des souverainetés nationales illimitées... Les citoyens de la communauté des peuples européens devaient recevoir le droit d'établir eux-mêmes par des voies démocratiques le statut des États-Unis d'Europe ». En menant cette campagne, l'U.E.F. se déclarait décidée à tout mettre en œuvre pour donner naissance à un « Congrès populaire européen ». Altiero Spinelli

qui présidait l'exécutif fédéraliste donna une interprétation « maximaliste » aux textes adoptés en contribuant à précipiter la crise latente du mouvement fédéraliste. Avec des motivations « intégralistes » d'une autre nature, Alexandre Marc appuya de toutes ses forces cette radicalisation, en tandem avec Spinelli. Hamilton et Proudhon, même combat !... Sans doute, du moins pour quelques années, avec l'appui d'amis tels que Guy Héraud, Raymond Rifflet, Michel Mouskhély, qui devint le président du Congrès du peuple européen.

Que de querelles autour de cette terminologie inusitée ! Dans leur « manifeste », les auteurs n'affirmaient-ils pas : « Ce peuple existe [...] en tant que légitime héritier d'une histoire millénaire ; en tant que communauté des nations et des peuples d'Europe ; en tant que communauté virtuelle de tous les citoyens de la fédération. » Quel était le rôle des fédéralistes ? C'était « le seul rôle historique qu'ils puissent et doivent remplir : celui de l'avant-garde consciente de cette communauté populaire » qu'un « ancien régime » s'efforçait de maintenir dans les limbes. Ni plus ! Ni moins !

Le Congrès du peuple européen devenait donc un forum destiné à développer un effort ascendant partant de la base. Composé de délégués, le Congrès devait demander, avec sans cesse plus d'éclat, que la construction de l'Europe soit confiée aux Européens eux-mêmes, par le truchement d'une assemblée constituante librement élue.

« Les partisans de ce périlleux combat » (Alexandre Marc, Altiero Spinelli en tête) s'opposaient aux chefs de file du « possibilisme » : Henri Brugmans, alors président du Mouvement fédéraliste néerlandais, Ernst Friedlander, président de l'Union européenne allemande. Ces derniers, et d'autres, étaient partisans de méthodes plus souples et donc de poursuivre le « lobbying » antérieur. « Toute tentative d'imposer par un vote majoritaire un point de vue que la minorité ne pourrait faire sien, disaient-ils à l'unisson, équivaut à provoquer soit la paralysie, soit la scission. » Ce fut, hélas ! la scission, peu après d'ultimes assises communes qui se déroulèrent à Luxembourg en mars 1956, alors que Jean Monnet venait de constituer à Paris son Comité d'action pour les États-Unis d'Europe et que, depuis la conférence de Messine du 1<sup>er</sup> juin 1955, une relance des projets communautaires s'esquissait sérieusement (« marché commun » et Euratom).

Le Congrès du peuple européen vécut son expérience. Dans toutes les régions d'Europe où la chose était possible, des militants suscitérent des « élections primaires » ayant pour but de désigner des fédéralistes ou des « notables » représentant des intérêts régionaux, qui, réunis dans un congrès permanent, étaient censés représenter une légitimité européenne

naissante. D'autre part, le Congrès devait approuver un projet de « traité constituant », dont la prise en considération par les autorités politiques compétentes serait la conséquence de l'action persévérante des délégués et d'un comité permanent, porte-parole d'un nombre croissant d'électeurs européens. L'idée était à première vue très simple et séduisante, elle passionna nombre de jeunes militants, mais l'expérience prouva rapidement que les élections primaires n'étaient un succès que là où préexistait une organisation fédéraliste de base relativement forte. Or, le nombre des organisations de base répondant à ce critère n'était pas illimité...

Le premier Congrès du peuple européen se tint à Turin en décembre 1957, ville où Alexandre Marc sera élu. Il groupait les délégués représentant soixante-quinze mille électeurs de Strasbourg, Lyon, Maastricht, Milan, Turin, Anvers, Dusseldorf et même... Genève. La seconde session se tint en janvier 1959 à Lyon où cette fois, trois cent vingt-quatre mille électeurs étaient représentés. À Darmstadt, en décembre suivant, on décompta trois cent quatre-vingt-quinze mille électeurs européens. À Ostende, enfin, en décembre 1960, les délégués, au Congrès, parlèrent au nom des quatre cent vingt-cinq mille européens consultés par les fédéralistes au cours des élections primaires.

Des résultats appréciables ont été obtenus à Rome, Milan, Anvers en 1960 encore, et dans les petites villes (40% d'électeurs par rapport aux inscrits à Annecy).

Il serait donc inexact de prétendre que cette expérience spectaculaire ait été négative, puisqu'elle a permis notamment de vérifier l'existence d'un véritable intérêt populaire pour l'Europe à l'heure où la Communauté économique européenne, sise à Bruxelles, commençait à révéler aux Européens leurs intérêts solidaires, malgré les craintes suscitées par l'intériorisation des crises en France (crises algérienne et institutionnelle sanctionnées par le retour au pouvoir du général de Gaulle).

### **Entre « Civilisation en sursis » et « Europe terre décisive »**

Dans cette deuxième moitié des années 1950, Alexandre Marc a publié deux livres qui exprimaient une pensée à sa maturité et qui éclairaient ses engagements. Dans *Civilisation en sursis*, ouvrage publié en 1955, Alexandre Marc soulignait que « l'Europe n'est pas une fin en soi », la fondation d'une véritable fédération européenne était inséparable, à ses yeux, de la nécessaire révolution politique, économique et sociale qui devait permettre au Vieux Continent de répondre aux défis du monde contemporain. Dans *Europe terre décisive* (1959), l'auteur

prend acte des bouleversements survenus en France avec l'avènement d'une nouvelle République d'origine plébiscitaire. Pour lui, la fédération européenne est surtout urgente parce qu'elle est aujourd'hui le cadre indispensable d'une société fédéraliste et répond aux nécessités du siècle. Le compartimentage « nationaliste conduit, non seulement à une fragmentation des efforts déployés pour sauver la civilisation occidentale, mais aussi nos systèmes politiques condamnés, pour des raisons multiples, à tourner à vide dans l'incapacité où ils se trouvent d'appréhender le réel. » Faire l'Europe, par ailleurs, ne signifie pas tenter de mettre de l'ordre dans la cité en additionnant les désordres établis au sein d'un cadre plus vaste. Non ! Faire l'Europe, c'est vouloir un « ordre nouveau ». En vérité, écrit Marc Alexandre, au-delà du libéralisme ou du marxisme, le fédéralisme apparaît, d'ores et déjà, comme une doctrine ouverte, congénitalement hostile à l'esprit de système... La dialectique fédéraliste de l'être révèle l'homme en « situation », en « tension ». Le thème qui apparaît est également celui de la création nécessaire d'une force politique européenne et, bien sûr, fédéraliste, un « outil » qui ne devrait se forger « qu'en s'exerçant » dans le combat contre l'État-nation, la massification, « l'esclavage prolétarien », mais aussi pour l'avènement d'une société fédéraliste. Bref, Alexandre Marc condamne la politique de facilité qui a trop souvent caractérisé les mouvements et les congrès européens, car elle n'utilise pas les circonstances, ne mobilise pas les énergies ; elle ne permet guère à ceux qui s'engagent de se réaliser dans un combat créateur à la mesure de la cause pourtant majeure dont ils sont porteurs.

Les conférences d'Alexandre Marc seront autant d'appels mobilisateurs qui marqueront cette période de la vie du C.I.F.E. Ces appels ont largement contribué à féconder les mouvements fédéralistes, voire à susciter de nouvelles initiatives. C'est ainsi qu'au début du printemps 1956, un stage d'enseignants qui se déroulait au Château de la Brévière, au cœur de la forêt de Compiègne, fut à l'origine de la constitution de l'Association européenne des enseignants (A.E.D.E.) qui, depuis lors, a joué un rôle remarquable parmi les éducateurs en faveur de l'intégration européenne. Plus tard, des initiatives comparables vont permettre à d'autres associations de prendre leur essor, comme ce fut le cas pour les cheminots et les journalistes.

À la fin des années 1950, Alexandre Marc pouvait constater le chemin parcouru : un Centre international de Formation européenne qui avait réalisé quarante-deux stages et séminaires rassemblant près de deux mille trois cents participants venus des divers pays de l'Europe occidentale. Soit, en moyenne, presque cinquante-cinq personnes pour chaque

rencontre réalisée. Le C.I.F.E., en tant qu'entreprise pilote de formation européenne, avait réussi à imposer la permanence et la qualité de ses efforts. Son champ d'action initial s'étant considérablement élargi, autour d'une équipe très soudée par la forte personnalité de son fondateur et principal animateur qui venait de publier deux livres majeurs. Il disposait aussi, désormais, d'une assise financière élargie, bien que toujours précaire : les pouvoirs publics français, allemands, belges avaient commencé à s'intéresser à lui. Les services d'information des Communautés européennes avaient suivi le mouvement et s'apprêtaient à lui fournir enfin les moyens de nouveaux développements. Les présidents des exécutifs communautaires (C.E.E., Euratom, C.E.C.A.), du Parlement européen, de l'O.T.A.N., MM. Hallstein, Hirsch, Malvestiti, Robert Schuman, Paul-Henri Spaak, siégeaient au sein de son Collège des présidents d'honneur. Et pourtant, à la fin des années 1950, les champions de l'Europe des États faisaient la loi à Paris... Ce qui n'était pas le moindre paradoxe !

### **III.- LES ANNÉES 60 : L'ÉPANOUISSEMENT DU C.I.F.E.**

Les événements d'Europe et du monde qui ont marqué Alexandre Marc et l'équipe du C.I.F.E., au cours des années 1960 ont créé un environnement privilégié pour le développement de nos efforts : d'abord, la Communauté européenne se consolidera, malgré ses difficultés avec le général de Gaulle, et notamment la grave crise de « la chaise vide » qui la paralysera du 30 juin 1964 au 29 janvier 1966 (quand la France accepta enfin de reprendre sa place dans les institutions communautaires) ; malgré également l'échec du plan Fouchet d'union des États européens (1962) et ceux des premières négociations d'adhésion avec le Royaume-Uni, le Danemark, la Norvège et l'Irlande (1962 également), puis d'une deuxième tentative d'élargissement (1967) ; sans oublier le retrait de la France de l'O.T.A.N. (1966).

Cette période est également marquée par le rapprochement franco-allemand, consacré en 1963 par un traité de coopération entre Paris et Bonn, la fusion des exécutifs communautaires, les « événements » de mai 1968 en France, l'explosion de la première bombe H française à Mururoa, le départ du général de Gaulle (avril 1969). Mais les années 1960 ont vu aussi l'édification du mur de Berlin (août 1961), la fin de la guerre d'Algérie (1962), la tentative Kennedy de partenariat Europe-États-Unis (la même année), la première bombe atomique chinoise et le début de la « révolution culturelle » (1964-1965), l'ouverture des négociations de

paix sur le Vietnam, et l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie pour liquider le « printemps de Prague » (1968).

La colonisation européenne s'achevait, la puissance américaine se confirmait, l'U.R.S.S. consolidait ses « acquis » avec la glaciation brejnevienne. Sur le plan économique, le boom de la croissance faisait rêver les enfants du siècle, avec les Golden Sixties. Tandis que la société civile bougeait, Alexandre Marc fustigeait plus que jamais « les avatars du fédéralisme parcellaire ». Parmi nos amis, André Thiery publiait son *Économie pour l'homme*, Guy Héraud défendait une *Europe des ethnies*, Denis de Rougemont appelait de ses vœux « une Europe des régions libérées », Marc Heim et toute une jeune équipe posaient la question de l'autogestion, qui aujourd'hui n'agite plus guère les esprits.

### **La Vallée d'Aoste et *L'Europe en formation***

La mutation du C.I.F.E. voulue par Alexandre Marc a commencé en 1960... Comment, tout d'abord, concrétiser le rêve d'une université européenne qu'il partageait avec Guy Michaud ? L'idée était désormais dans l'air du temps : la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) réfléchissait, sous la présidence d'Étienne Hirsch, à la création d'une université communautaire de troisième cycle où les étudiants viendraient parfaire leur formation en sciences pures ou en sciences humaines ; la ville de Florence était donnée comme principale favorite pour l'accueillir. Guy Michaud qui dirigeait encore l'Institut de Sarrebruck et assumait la nouvelle direction des études du C.I.F.E. s'en réjouissait et s'en inquiétait en même temps. Pouvait-on créer une telle université ex *nihilo* ? Ne devait-on pas, plutôt, envisager des expériences-pilotes, de niveau post-universitaire, partant de certains instituts européens qui pourraient constituer un jour les bases d'une université de caractère fédéral ? Alexandre Marc avait pris contact avec Étienne Hirsch, prévoyant que coulerait beaucoup d'eau sous les ponts de l'Arno avant que le rêve universitaire européen se concrétise dans les sphères officielles.

Par ailleurs, Marc entretenait depuis un certain temps des relations régulières et chaleureuses avec les jeunes autorités de l'Union valdôtaine qui défendaient l'autonomie culturelle de leur petite « patrie », reconnue par un statut spécial au sein de la République italienne. Ainsi, en juillet 1960, un séminaire d'approfondissement du C.I.F.E. avait été organisé en Vallée d'Aoste, à Péroulaz, à l'endroit même où s'était tenu un stage d'instituteurs européens, pendant les vacances de Pâques précédentes. Alexandre Marc animait la rencontre consacrée aux problèmes de philosophie, d'économie, de stratégie fédéralistes. La junte valdôtaine

avait clairement indiqué qu'elle envisageait de mettre à sa disposition un château (la Vallée d'Aoste en compte une centaine) où le C.I.F.E. puisse développer un enseignement permanent. À la suite d'une visite organisée pour celui-ci, Michel Mouskhély, Arrigo Olivetti et quelques autres dont moi-même, une auguste demeure avait même été désignée : le château Gamba, dans un site alpestre bucolique, près de l'agglomération de Châtillon. Mais ces rêves châtelains, pour mille raisons que j'épargnerai au lecteur, devaient devenir des « châteaux en Espagne »...

Cependant, en marge d'un stage consacré en décembre 1960 aux cadres d'entreprise, à Antey-Saint-André, non loin de Breuil-Cervinia et de Saint-Vincent, le Collège universitaire d'études fédéralistes (C.U.E.F.) était créé, avec l'appui des autorités régionales et des Communautés européennes que représentait le président d'Euratom, Étienne Hirsch, un ami personnel. En cette circonstance qui se voulut solennelle, la décision fut prise d'organiser la première session de ce nouveau Collège du 3 juillet au 15 septembre 1961. Il y avait là une brochette de fidèles parmi les fidèles : Arrigo Olivetti, Guy Michaud, Michel Mouskhély, Guy Héraud, Daniel Pepy, Jean-Emile Humblet, Harold Kaplan (sans l'appui personnel duquel les six premiers stages du C.I.F.E. n'auraient jamais eu lieu), le député valdôtain Caveri, le brillant assesseur à l'instruction publique de la région autonome, Corrado Gex, etc.

Le C.U.E.F. était né. Une nouvelle aventure commençait. Les deux premières sessions se déroulèrent à Châtillon. Giorgio Ratti et Claude Nigoul (ce dernier aujourd'hui secrétaire général du C.I.F.E. et directeur de l'Institut européen des hautes Études internationales de Nice), en sortirent « majors ». En 1963, c'est au Convitto Frederico Chabod que la troisième session, inaugurée par Jean Rey, futur président de la Commission européenne, développera son programme... Et c'est toujours en ce lieu que, trente ans plus tard, les étudiants du Collège venus du monde entier sont appelés à approfondir leurs connaissances du fédéralisme.

J'ai fait allusion à la rencontre d'« approfondissement » de Peroulaz, en juillet 1960. Elle avait été précédée d'une réunion similaire, au lieu-dit « La Tour de Carol » en juillet 1959, en Cerdagne, dans le Haut-Ariège. Il s'agissait alors pour Alexandre Marc de réunir l'« équipe » afin de mieux approfondir sa conception du fédéralisme intégral, et lui permettre ainsi de répondre à de nouvelles exigences intellectuelles. Il excellait d'ailleurs dans le choix des sites propices à la réflexion et des personnages qu'il y conviait. C'est dans ce contexte que furent élaborés les « fondements philosophiques du fédéralisme intégral » qu'Alexandre Marc publia sous le titre *Dialectique du déchaînement*. Dialectique qu'il opposait à celle de

« l'aplatissement », négateur de la diversité ; celle de la « négation » qui bafoue l'unité analogique de l'être ; celle de « l'enchaînement » qui enferme, comme le voulurent Hegel et Marx, le réel dans un système conceptuel s'organisant selon le jeu de ses propres lois formelles. On l'a compris, le fédéralisme intégral devait procéder d'une dialectique ouverte au réel, donc propice à la nature fédéraliste de « l'avance humaine ». Ces thèmes seront repris, dans un langage plus aisément à la portée du lecteur moyen, dans une excellente petite brochure publiée en 1962 : *L'Europe pour quoi faire ?* On y retrouve avec un « plaidoyer pour un avenir fédéraliste », les idées de base d'Alexandre Marc sur la crise de civilisation (« qui survient quand les forces centrifuges commencent à l'emporter sur les forces centripètes »), « l'état national trop petit et trop grand », la « synthèse » fédéraliste, la « société poly-hiérarchique », la « méthode constituante » qui sera « la pierre de touche » à propos de laquelle les faux militants... se distingueront des vrais.

\*

Quelques mots maintenant de *L'Europe en formation*. La publication, fondée par Alexandre Marc, est née au mois de mars 1960. Elle se présentait alors comme un modeste bulletin d'information destiné aux déjà deux mille cinq cents anciens stagiaires du C.I.F.E., avec quelques articles d'orientation. Sa parution sur une douzaine de pages était, en principe, mensuelle ou bimestrielle. À partir de janvier 1963, elle se transforma en une véritable revue dotée d'un comité de rédaction et dont la pagination s'accrut rapidement, publiant, au fil du temps, de nombreux numéros spéciaux, et changeant aussi de présentation. Aujourd'hui *L'Europe en Formation*, revue trimestrielle, en est à sa trois cent dix-neuvième livraison. Comment ne pas saluer cette performance, quand on connaît les difficultés financières que rencontrent les entreprises de ce type ?

### **La Charte fédéraliste, les rencontres de Poigny-la-Forêt et de Royaumont**

Pour Alexandre Marc, le combat fédéraliste était un « tout »... Par définition, il devait être mené sur tous les fronts. Surtout quand le mouvement fédéraliste se trouve en crise, comme c'était à l'évidence le cas au début des années 1960 et depuis les scissions consécutives à l'échec des projets supranationaux des années 1950. Le fondateur de l'U.E.F. décidera alors de prendre des responsabilités plus directes dans l'action militante et deviendra l'un des vice-présidents du Mouvement

fédéraliste européen, le 6 mars 1960, à la suite de son congrès de Strasbourg. Trois tendances se feront jour et s'affronteront deux années plus tard dans un nouveau congrès international tenu à Lyon. Celle que défendait Mario Albertini, professeur à l'Université de Pavie, et leader du courant « autonomie fédéraliste » ; celle de l'un des vice-présidents du Mouvement, Germain Desboeuf, champion de « l'Europe des petits pas » et du « possibilisme » ; celle enfin d'Altiero Spinelli (« pour un renouvellement démocratique » et la « sinistation du fédéralisme », c'est-à-dire sa radicalisation à gauche). Cette nouvelle crise de puberté du Mouvement fédéraliste européen engendrait une grande confusion dans les esprits. Un groupe de militants de Lyon proposera donc, pour clarifier le débat, l'élaboration d'une « charte fédéraliste » définissant les conceptions politiques, sociales et culturelles du mouvement. Sous l'inspiration d'Alexandre Marc, un de ses vieux compagnons de route, par ailleurs brillant universitaire, Guy Héraud, présenta un projet, bien accueilli en octobre de la même année par les assises majoritaires du Mouvement dont le secrétariat venait d'être confié à un jeune docteur en sciences politiques de l'Université de Trieste, Orio Giarini.

Sur le plan français, le projet de charte fédéraliste fut adopté en octobre 1963 par les représentants non seulement du M.F.E., mais aussi des principaux mouvements européens de l'époque, parmi lesquels Robert Aron, Max Richard et André Voisin pour La Fédération, Alexandre Marc, André Thiery et moi-même pour le Mouvement fédéraliste européen, André Philip pour la Gauche européenne.

Dans une brochure présentant la Charte fédéraliste et publiée par le C.I.F.E., Alexandre Marc écrivait de manière liminaire : « Toute phrase, tout membre de phrase de la Charte, tous les termes même ont été sérieusement pesés. [...] Les auteurs] se flattent de n'avoir rien écrit qui ne fût longuement examiné, dans ses prémisses et dans ses conséquences. » La lecture de ce texte, trente-sept ans après sa rédaction, fait ressortir, à l'évidence, l'influence qu'Alexandre Marc a exercée lors de son élaboration à propos de la notion de « crise totale », l'accent mis sur « l'ère technicienne », la perception « libertaire » du fédéralisme et surtout ses propositions économiques, qu'il s'agisse de la propriété qu'il convenait de « généraliser » et de « purifier », mais aussi de savoir « différencier », de la planification, de « l'entreprise » (organisée en équipes et ateliers autonomes ayant des rapports d'association de type « mutualiste »), ou encore du crédit. Bref, pour conclure, « le progrès social », généralité quelque peu abstraite, devait répondre aux défis de la « massification » et de la prolétarianisation. Voilà qui évidemment pouvait sembler entraîner les fédéralistes européens vers des horizons

« apparemment » éloignés de leurs préoccupations traditionnelles... Le fait est que ce texte a été adopté quasi-unanimement, sur le plan français, par des personnes dont les aspirations étaient parfois fort différentes, mais qu'il a été beaucoup plus difficile de le faire accepter dans un congrès démocratique au niveau européen, tant, au fond, la perception dominante du fédéralisme variait selon les héritages culturels. Avec le recul du temps, que penser de ce document qui, en 1963, mit le feu aux poudres dans les chapelles du fédéralisme ? L'analyse globale, selon nous, demeure parfaitement valable. Elle n'a pas vieilli. Ce qui, sans doute, a vieilli, ce sont certaines formulations et certaines propositions à la fois ambitieuses et très générales. Par ailleurs, les temps ont changé, qu'il s'agisse de la « libéralisation de la société totalitaire » en Europe, de la libération des « marches » de l'empire soviétique, de « la construction de l'Europe des Six », du « salut du monde libre ». Mais, encore une fois, il s'agit d'un document qui garde toute sa place dans l'histoire du fédéralisme contemporain au même titre que la Déclaration des résistances européennes (juillet 1944), les textes essentiels des congrès de Montreux et de La Haye (août 1947, mai 1948), etc. Cette énumération n'est évidemment pas limitative.

\*

Quel diable d'homme, me disais-je souvent, en pensant à Alexandre Marc, un peu oppressant parfois pour ses collaborateurs et ses *fellow travelers*, mais toujours en prospective et chaleureux... Non content d'avoir assuré le succès des stages et séminaires du C.I.F.E., grâce à de nouveaux appuis (Office franco-allemand pour la jeunesse notamment), il en accélérât le rythme, faisant appel à un jeune collaborateur pour l'aider, Peter Bauer, qui devint par la suite le responsable de ce type d'activités et le secrétaire général du C.I.F.E. allemand. Précédemment, les organes directeurs du C.I.F.E. avaient décidé la création de C.I.F.E. nationaux. Le plus remarquable, par l'ampleur de ses initiatives, devant être le Centro Italiano di Formazione Europea, à partir d'octobre 1963, avec Carlo Scarascia Mugnozza, Franco Bernstein, Giuseppe Caron, Raimondo Cagiano de Azevedo, et tant d'autres. C'est également, au cours de cette même année 1963, qu'à la suite du séminaire du C.I.F.E. d'Ostende et d'une rencontre à San Remo, fut créée l'Association des journalistes européens (A.J.E.), sœur cadette de l'A.E.D.E.

Alexandre Marc développait parallèlement, avec le concours « technique » de Bernard Voyenne et aussi d'Arnaud Marc-Lipiansky, venu rejoindre notre équipe, non seulement la revue *L'Europe en Formation*, mais les éditions de livres (j'ai déjà cité *L'Europe des ethnies*

de Guy Héraud, en novembre 1963) ainsi qu'une riche succession de brochures et de documents pédagogiques.

Par ailleurs, non content d'avoir mené à bien la réalisation du Collège universitaire d'études fédéralistes d'Aoste, incarnée par la cooptation dans ses organes directeurs de Mario Andrione, nouvel assesseur à l'instruction publique de la Région autonome, Alexandre Marc se fixait pour objectif prioritaire de créer avec Guy Michaud, en France également, un établissement post-universitaire voué largement au fédéralisme (nous y reviendrons) dans une projection d'ensemble de ses efforts, qui avait retenu l'attention de la Fondation Ford, permettant d'obtenir son soutien, à l'issue des voyages qu'il fit avec son épouse aux États-Unis à partir du printemps 1961.

Comme enfin, tout ce qui précède ne comblait pas encore ses goûts d'entrepreneur, il mettait sur pied au cours des années 1963-1964, pour mieux permettre des dialogues vivants sur les différents problèmes dont la solution conditionne l'avenir de l'Europe et du monde, des colloques qui réunissaient universitaires, hommes politiques, syndicalistes, responsables associatifs, animateurs de clubs de pensée. Chaque fois, une soixantaine de personnalités étaient invitées à ces rencontres dans des lieux propices à la méditation intellectuelle, aux alentours de Paris. C'est ainsi que nous nous retrouvâmes à Poigny-la-Forêt, au mois de juin 1963, pour débattre de « L'Europe dans le monde », autour de Jean-Baptiste Duroselle qui dirigeait alors le Centre d'études des relations internationales de la Fondation des sciences politiques, avec André Philip, brillant universitaire, engagé et versé dans les sciences économiques, Étienne Hirsch et Michel Mouskhély déjà nommés.

À la fin du mois de novembre suivant, le thème des discussions fut consacré à la planification, avec entre autres éléments de réflexion, un remarquable rapport de Marc Paillet, en même temps écrivain et journaliste de renom, dont un pénétrant ouvrage retiendra plus particulièrement mon attention : *Marx contre Marx. La société technobureaucratique* paru en 1971. Je cite Marc Paillet, plus particulièrement, parce qu'il devait jouer par la suite un rôle primordial avec Raymond Rifflet, au cours des premiers développements du F.D.E.F. (Front démocratique pour une Europe fédérale). Une autre rencontre se déroula à l'Abbaye de Royaumont en mai 1964 sur les thèmes de la régionalisation économique et de l'aménagement du territoire européen, puis, en forêt de Rambouillet, au mois de juin, sur celui de « l'avenir de la démocratie en Europe ». Vaste sujet !

En fait, ces deux colloques organisés avec la collaboration du Conseil des communes d'Europe (aujourd'hui Conseil des communes et régions

d'Europe) avaient été conçus en vue de la préparation des États généraux des pouvoirs locaux, prévus à Rome en octobre 1964, qui devaient être d'une grande importance pour les orientations et développements ultérieurs de l'action fédéraliste. Et puis aussi, parce qu'Alexandre Marc – Proudhon oblige ! – attachait une grande importance à toute prise de conscience de l'autonomie locale. À ses yeux et à juste titre, d'ailleurs, la commune restait la cellule de toute avancée démocratique en Europe dans la perspective d'une société « à hauteur d'homme ».

### **Montreux II, Rome et au-delà**

Alexandre Marc avait souhaité que le Congrès des fédéralistes européens du printemps 1964 soit un retour aux sources. Ce congrès s'est tenu, du 10 au 12 avril, à Montreux, sur les bords du lac Léman. Le ton des débats avait été donné, avec véhémence par le père fondateur de l'Union européenne des fédéralistes, dans un article au vitriol publié en mars dans l'organe mensuel du M.F.E. Je cite : « Pas plus que l'on ne peut être un bon fédéraliste en acceptant la souveraineté des États nationaux, en se résignant à l'absence d'un gouvernement européen, on ne peut l'être non plus si l'on tolère que se perpétuent des types d'entreprise, de propriété, de planification économique, d'organisation sociale, qui contredisent les principes du fédéralisme [...] Que l'on trahisse les principes du fédéralisme dont la Charte ne fait que dégager la dynamique cohérence [...], la trahison atteint tout le fédéralisme. En vérité, parler de fédéralisme politique, économique, ethnique ou culturel n'est qu'une commodité de langage : il n'existe qu'un seul fédéralisme, c'est le fédéralisme global (le mot n'ajoute rien à la chose). De ce fédéralisme "tout court", si l'on préfère, dépend aujourd'hui le salut de l'Europe et du monde ».

Le Mouvement fédéraliste européen éprouvera dans sa majorité la nécessité de revenir aux fondements de son action. Il avait à l'époque l'ambition de devenir une force politique, comme la tentative du Congrès du peuple européen l'avait prouvé. Pouvait-on avoir cette prétention si on ignorait, ou feignait d'ignorer, qu'en se développant la première Europe communautaire posait désormais le problème du contenu fédéraliste et démocratique de l'Europe en gestation ? C'est donc avec un certain enthousiasme que le Mouvement se proposait, dix-sept ans après le premier Congrès de Montreux, de se donner une base solide : un document qui rappellerait le message du fédéralisme sur le plan politique, économique et social, qui définirait les principes de l'action fédéraliste et qui servirait de référence au dialogue avec les « forces démocratiques ». Montreux II se présenta comme un effort remarquable pour tenter de

clarifier au sein du Mouvement fédéraliste, la pensée du fédéralisme sur des points sensibles. Deux courants se sont dégagés doctrinalement parlant : celui d'un fédéralisme politique et juridique essentiellement « hamiltonien » (par référence à Alexander Hamilton, l'un des *founding fathers* de la Constitution américaine), qui préconisait la « méthode constituante », l'autonomie rigoureuse du Mouvement ; et celui qui trouvait sa richesse et son originalité dans le fédéralisme « intégral » se gardant, sans remettre en cause la « méthode constituante », de séparer le cadre et le contenu du processus d'intégration. Autrement dit, un courant de pensée, désireux en même temps et indissolublement d'œuvrer pour un pouvoir fédéral et pour une société fédéraliste en Europe.

La Charte fédéraliste a été approuvée par 262 voix, contre 6 et 49 abstentions, sur 419 mandats distribués (une partie des délégués épousait la ligne réfractaire d' « Autonomie fédéraliste » dont le leader, Mario Albertini avait refusé de prendre part au vote), après le rejet d'une motion de renvoi qui ne recueillit que 121 suffrages.

L'étape était considérable, d'autant que, comme le soulignait Umberto Serafini en charge de la préparation des États généraux de Rome du Conseil des communes d'Europe, cette charte était quand même, à ses yeux, « un document trop marqué par l'influence française, mais que néanmoins il fallait voter car il permettait au mouvement d'évoluer ».

Je fus le rapporteur du projet au Congrès de Montreux et j'avais tenu à souligner qu'il ne fallait pas assimiler un ensemble de principes cohérents à un dogme, puisque les fédéralistes ne pouvaient oublier que la raison d'être du fédéralisme était justement le renoncement à tout esprit de système, comme l'avait maintes fois souligné, entre autres, Denis de Rougemont. On aurait pu craindre d'ailleurs que les débats passionnés de Montreux débouchent sur une nouvelle scission. Il n'en fut rien et il était même réconfortant de constater que le grand effort d'élaboration dont Alexandre Marc assumait la responsabilité principale, a coïncidé avec la volonté exprimée unanimement par les congressistes de reprendre officiellement les contacts, au niveau des organisations internationales, avec les fédéralistes alors groupés au sein de l'Action européenne fédéraliste, notamment en Allemagne et en Grande-Bretagne. Quoi qu'il en soit, le Mouvement fédéraliste européen, au terme des débats parfois homériques de Montreux, se dota d'un nouvel exécutif dont Étienne Hirsch devint le président (sa première préoccupation fut de calmer les esprits surchauffés), Alexandre Marc, le président délégué, Orio Gianini demeurant secrétaire général. Ferdinand Kinsky entra au bureau exécutif. Il s'est manifesté pour la première fois dans un congrès du M.F.E. à Montreux et, bien sûr, en faveur de la Charte fédéraliste. Jeune professeur

au Goethe Institut, il avait participé précédemment à un stage du C.I.F.E. dans les Alpes françaises, avant d'être invité comme conférencier dans un de nos séminaires, à Marly-le-Roi. Il s'était fait remarquer par un article prémonitoire publié dans *L'Europe en formation* de juin 1963, sous le titre « La réunification allemande passe par l'Europe ». Il devait devenir le successeur d'Alexandre Marc et directeur général du C.I.F.E.

\*

Le grand rendez-vous suivant d'Alexandre Marc fut celui de Rome, du 15 au 18 octobre 1964. Les « États généraux » convoqués par le Conseil des communes d'Europe (C.C.E.) devaient illustrer le concept de « Front démocratique » déjà en germe dans la résolution de politique générale de Montreux que fit voter notre ami Raymond Rifflet.

Grâce à Alexandre Marc et dans le cadre du C.I.F.E., dès le 27 juin précédent, à l'initiative de personnalités de la Gauche européenne, du M.F.E., et de divers mouvements associatifs, un groupe préparatoire pour la constitution d'un Front démocratique pour une Europe fédérale (F.D.E.F.) avait été constitué autour d'Étienne Hirsch, André Philip, Peter Bauer, Franco Bernstein, Orio Gianini, Enrico Gironella, Alexandre Marc, Césaire Merlini, Marc Paillet, Raymond Rifflet, Altiero Spinelli, Umberto Serafini, André Thiery, Mario Zagari, ainsi que de moi-même. Devant le blocage de la construction européenne (la France pratiquait la politique de la « chaise vide » à Bruxelles, au Conseil des ministres de la Communauté, depuis le 1<sup>er</sup> juillet précédent, à la suite d'un très grave différend avec le président de la Commission européenne, Walter Hallstein, et ses autres partenaires), les protestataires de Rambouillet avaient rédigé un appel « musclé » où, après avoir affirmé que « les diplomaties nationales ne possédaient plus que l'auréole éteinte des grandeurs passées », ils demandaient en conclusion que le peuple européen soit en situation de proclamer solennellement sa volonté « de vivre ensemble ».

Une quinzaine de milliers de personnes, dont cinq mille délégués, se retrouvèrent donc à Rome, à l'appel du C.C.E. et surtout de ses animateurs italiens. Dans cette foule rassemblée au Palais des sports, les délégués venus de toutes les régions de la péninsule s'étaient joints à ceux, très nombreux également, des autres pays fondateurs de la Communauté, de Grande-Bretagne, de Grèce, d'Autriche, mais aussi de Suisse et du Danemark... À côté des maires et des autres élus des pouvoirs locaux, pour la première fois dans les assises du C.C.E., se pressaient des syndicalistes, des animateurs d'organisations de jeunesse et de culture, des enseignants, des militants de mouvements fédéralistes. Ce fut le plus grand et le plus vibrant rassemblement européen qu'il m'ait été

donné personnellement de connaître. Invité, le président Hallstein, salué par les ovations de la salle, rappela ce que la Commission européenne avait fait sous son impulsion, en comparant la création du Marché commun « à une fédération en formation ».

Le 16 octobre, au sein de la commission politique du congrès, notait l'envoyé spécial du *Monde*, « selon les rites classiques un projet de résolution avait été préparé par le bureau où l'on trouvait [...] les thèmes traditionnels des fédéralistes européens [...] Mais un certain nombre de délégués à la tête desquels Étienne Hirsch, André Philip, Alexandre Marc trouvèrent le texte trop timide et proposèrent un autre texte. C'est finalement cette version dure qui l'a emporté ».

Que s'était-il passé ? C'était à l'évidence le groupe constitutif du Front démocratique pour une Europe fédérale qui par son action dynamique et cohérente avait su imposer l'essentiel de l'appel préparé dès sa formation en forêt de Rambouillet, quelques mois auparavant. Celui-ci fut donc adopté à la quasi-unanimité par la commission politique sous réserve de quelques amendements (le principal consistant à substituer « les citoyens européens » à la notion de « peuple européen » !).

Le Front démocratique pour une Europe fédérale devait dès lors voler de ses propres ailes et se réunir à Bruxelles, le 25 mars 1965, avec la participation, entre autres, d'Alexandre Marc et de Raymond Rifflet. Puis il donna le jour, sous l'impulsion d'un groupe informel d'animation auquel participa activement Altiero Spinelli et pour un long périple de plusieurs décennies, aux Réalités européennes du présent ainsi qu'à l'association du même nom, réalisatrice depuis 1967 d'une centaine de rencontres internationales dont nous pourrions rappeler le cours dans cette revue en une autre circonstance<sup>2</sup>.

Pour en revenir une dernière fois aux États généraux de Rome du C.C.E., j'ajoute que, bien entendu, le C.I.F.E. saisit l'occasion pour se réunir en marge de leur déroulement, Alexandre Marc tirant la conclusion du débat, tandis que Pierre Uri, jusqu'ici trésorier du C.I.F.E. en devenait le vice-président. Or, Pierre Uri qui avait ouvert bien des portes à Alexandre Marc était un proche de Jean Monnet, par ailleurs devenu l'un des Présidents d'honneur, du Centre international de Formation européenne, dès le début de 1961.

---

2. Cf. à ce sujet *Movimento per l'Unita europea*, Tome II, Editions Il Mulino, Bologne. Dans cet ouvrage collectif, je rappelle succinctement l'histoire des Réalités européennes du présent, de ses origines à 1986.

### Nice ou la Terre promise ?

La priorité demeurait, pour Alexandre Marc, l'enseignement du fédéralisme tel qu'il le concevait depuis les années 1930 dans le contexte « en crise » de notre temps. C'est précisément, vers 1964-1965, que ses projets à cet égard prirent corps en France. C'est pourquoi, à tort ou à raison, il ne sollicitera pas, en novembre 1966, au Congrès du M.F.E. de Turin, le renouvellement de son mandat de président délégué du Comité central, qu'il cèdera à Raymond Rifflet, tandis que Mario Albertini deviendra président de l'exécutif et moi-même vice-président, les antagonismes de Montreux II s'étant estompés sous la pression tranquille mais ferme d'Étienne Hirsch. Pression souriante et constante aussi, qui lui permettra de présider la réunification globale de l'ensemble du Mouvement fédéraliste (à l'exception des mouvements français) en avril 1973. Mission qui lui avait sans doute été assignée par Jean Monnet lui-même.

En réalité, on le sait, Alexandre Marc rêvait depuis des lustres de créer en France un établissement post-universitaire qui, peu ou prou, serait le pendant de celui de Bruges. En France, c'est-à-dire, dans le pays le plus jacobin d'Europe, alors que le général de Gaulle claquait la porte de la Communauté européenne à Bruxelles et faisait savoir à Washington que le siège de l'O.T.A.N. devait quitter le territoire national où il n'avait plus sa place ... Une gageure, par conséquent !

Le miracle tient au fait que le rêve prit corps avec l'aide de Guy Michaud, tout aussi passionné par l'aventure. Ils persuadèrent Stéphane Hessel, alors directeur de la coopération au ministère de l'éducation nationale, du bien-fondé de ce dessein, au début des années 1960. Le domaine de Brimborion, à Sèvres, avait été proposé pour implanter le nouvel établissement et un architecte chargé de préparer les plans. Un projet de budget sera même établi et voté avec une ligne spécifique le concernant. Dans ce contexte, une session d'hiver du Collège universitaire d'études fédéralistes se tint du 24 février au 21 mars 1964 dans les locaux du Centre international d'études pédagogiques de Sèvres, inaugurée en présence des autorités universitaires, du corps diplomatique ainsi que celle des représentants du bureau parisien des Communautés européennes dont le directeur, François Fontaine (autre compagnon de Jean Monnet) était membre des instances dirigeantes du C.I.F.E. depuis son origine. Cette session compta trente-cinq étudiants de neuf nationalités.

En fait, la tentative de Brimborion n'eut pas de lendemain. À la suite de difficultés administratives (à mon sens pas tout à fait politiquement

innocentes) créées par une commission des sites et surtout une commission de décentralisation, le C.I.F.E. fut invité à rechercher une implantation pour l'enseignement de ses étudiants... en province, étant suggéré qu'éventuellement un centre restreint de chercheurs pourrait être créé à Brimborion. Alexandre Marc se mit en campagne, et contacta d'abord des amis qu'il comptait à l'université d'Aix-en-Provence. Ceux-ci n'eurent pas de peine à lui démontrer que les conditions objectives d'une telle implantation n'existaient pas dans la cité provençale, mais ils lui conseillèrent de poursuivre son voyage jusqu'à Nice, ville disposant de possibilités financières, de localisations disponibles et qui, au surplus, devait accueillir une université de « plein exercice ».

Le conseil s'avéra judicieux, Alexandre Marc arrêta rapidement sa décision. *L'Europe en Formation* de novembre 1964 annonça la création d'un Institut européen des hautes Études internationales (I.E.H.E.I.) dont la première session se tiendrait du 12 avril au 15 juin 1965. Du 3 au 11 janvier de la nouvelle année, une trentaine d'universitaires et de relations amicales du fondateur du C.I.F.E. se retrouvèrent à Nice avec la bénédiction des « européens » de l'endroit, du maire de Nice qui rêvait depuis les années 1930 d'héberger dans sa ville un tel établissement, du professeur Trotabas, doyen de la faculté de droit, et de notre ami Jean-René Dupuy, éminent juriste, qui devait devenir par la suite président du conseil de direction du nouvel Institut. Le succès de l'entreprise fut immédiat, trente et un *post graduates* de douze nationalités ayant participé à cette première expérience, encadrés par nos amis Marc Heim (sorti major de la deuxième année de la session d'Aoste de 1964), Ferdinand Kinsky et Claude Nigoul.

Une deuxième session prévue, cette fois-ci, du 15 janvier au 15 juin 1966, réunira effectivement trente-quatre étudiants de seize nationalités autour de professeurs venus de Berlin, Bruxelles, Fribourg-en-Brisgau, Florence, Grenoble, Groningue, Heidelberg, Lausanne, Leyde, Liège, Louvain, Indiana, Mayence, Montpellier, Mons, New-York, Padoue, Toulouse et Turin. Il faut citer aussi Jean Rey, membre puis président de la Commission européenne, qui deviendra président du C.I.F.E. en 1971.

Enfin, la troisième session occupera, comme les suivantes, une année universitaire complète, du 15 octobre 1966 au 17 juin 1967. La partie paraissait bel et bien gagnée par Alexandre Marc et ses compagnons... À une nuance près toutefois : aucun local ne leur fut définitivement affecté par la municipalité. On parla de la « propriété de Michel de Roumanie » et d'autres lieux mirifiques, mais les autorités de la ville ne mirent jamais à leur disposition que des locaux provisoires, en commençant par le Palais de marbre, siège des archives municipales à

Fabron. Quant au projet de Brimborion, il fut vite oublié, Stéphane Hessel ayant dû quitter sa fonction à l'Éducation nationale. Aujourd'hui, le site de Brimborion est traversé par une autoroute... Ô merveille des effets de la décentralisation française !

### **Mai 1968 ou la croisée des chemins**

La fin des années 1960 a été marquée par l'explosion du « printemps français » de mai 1968, le départ du général de Gaulle moins d'un an plus tard, tandis qu'en Europe centrale le surgissement du « printemps de Prague » devait s'estomper dès le 21 août, avec l'intervention des blindés soviétiques du camarade Brejnev.

Les « trente glorieuses » s'achevaient, par ailleurs, dans les crises monétaires du monde occidental.

En fait, les remous de l'université française ont très vite dégénéré en manifestations de contestation globale avec des ondes de choc ici et là en Europe et dans le monde.

Dans l'hexagone jacobin, de Gaulle était sensible avant tout à la majesté de l'État qu'il estimait incarner mieux que quiconque et rêvait surtout de « grandeur française », quand les structures centralisatrices inadaptées, dénoncées depuis des lustres par Alexandre Marc et les fédéralistes, furent mises en cause à l'occasion d'un gigantesque *happening*. L'incapacité des pouvoirs publics français à prévoir à temps les échéances inéluctables provoquées par la vague démographique, quant aux méthodes, à la pédagogie, aux débouchés, était plus particulièrement à l'origine de la contestation « spontanéiste » dans les milieux universitaires.

Le dixième anniversaire du 13 mai 1958 (insurrection d'Alger qui amena le retour au pouvoir du général de Gaulle) fut l'occasion de manifestations protestataires qui paralysèrent Paris par leur ampleur, avant de déboucher sur l'occupation de la Sorbonne par des groupes d'étudiants remontant vers le quartier Latin. L'autorité publique assistait dans le désarroi à sa propre remise en cause.

Dans le plus grand désordre et une ambiance d'ivresse joyeuse, on exigeait l'autonomie des universités, une participation accrue aux pouvoirs de décision, on dénonçait les féodalités. « Il était interdit d'interdire » !

Comment a réagi Alexandre Marc à ces déchaînements d'exaspération que l'intervention policière à la Sorbonne et l'interdiction de séjour en France d'un jeune agitateur, Daniel Cohn-Bendit, avaient contribué à étendre ? Le centième numéro de *L'Europe en Formation*, daté de juillet 1968, permet rétrospectivement de l'apprécier.

« Aujourd'hui, nous disait A.M., l'Université est mise en question, tout le monde se mêle de la réformer : combien sont ceux toutefois qui ont compris que toute réforme de l'Université ne serait qu'une mystification ou, en mettant les choses au mieux, un palliatif, sans une réforme globale de la société ? » C'est-à-dire une révolution... « L'explosion étudiante, de Tokyo à Varsovie, de Berkeley à Prague, d'Alger à Berlin, de Paris à Rome, de Bruxelles à Belgrade, manifeste sans nul doute cette crise de civilisation planétaire dont on nous reprochait, depuis des décennies, de mettre obstinément en lumière l'évolution menaçante [...]. Par ailleurs, il est à remarquer que les éléments de pointe du mouvement étudiant ne se contentent point, heureusement, de jouer ce rôle passif de *symptôme* ; ils contredisent, ils récusent, ils critiquent, ils contestent [...] ». « La contestation, même générale, n'est toutefois que l'une des principales composantes de la *révolte*, non de la révolution [...] Dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle [...], il n'y a pas d'autre révolution possible que fédéraliste. Seuls les principes fondamentaux du fédéralisme : *autonomie, coopération, subsidiarité* (ou exacte adéquation), et celui qui les résume tous, *participation*, permettent d'ouvrir la prospective où la contestation s'accomplit dans l'affirmation [...] ». « Il faut donc de l'imagination, de l'intransigeance, de l'audace pour déboucher sur cette perspective novatrice : mais une fois le seuil franchi, le rassemblement des *forces vives* du présent et du futur, au lieu de rester un slogan parmi d'autres, devient une réalité vivante, agissante, créatrice. Tout n'est pas résolu pour autant, mais tout peut l'être. » « Il n'y aura pas de révolution étudiante, sinon mystificatrice, sans une révolution de l'entreprise, de l'agriculture, des professions, des communes, des régions, des ethnies [...]. En réponse au défi total de l'histoire, la révolution sera totale – ou bien, elle ne sera rien. »

Le ton était péremptoire, mais le raisonnement tenait la rampe.

En fait, en 1968, les éléments épars d'une prise de conscience globale des nécessités inhérentes à tout changement d'époque existaient bel et bien, qu'il s'agisse du défi technologique (des centaines de milliers de Français avaient lu *Le Défi américain* publié par Jean-Jacques Servan-Schreiber l'année précédente, ou les livres de Gailbraith, Friedmann, Herman Kahn, Sauvy, parus dans la même période) ; du défi régional (on citera de mémoire, *La Révolution fédéraliste* et l'essai *Sur la France* de Robert Lafont, *L'Europe aux cent drapeaux* de Yann Fouéré, parue peu de temps après *L'Europe des ethnies* de Guy Héraud, qui publiera également *Peuples et langues d'Europe* en 1968 ; *Pour une France fédérale* de Pierre Fougereyrollas ; *Vers une fédération des régions* de

Denis de Rougemont, *La gauche et les régions* de Michel Phlipponneau, etc.) *L'Europe en Formation* consacrera de multiples articles à l'éveil régionaliste ainsi qu'un numéro entier paru en avril 1969, avec des contributions, notamment, de Denis de Rougemont, Jean-Emile Humblet, Robert Lafont, Pierre Fougeyrollas, Mario Andriane.

La même floraison de publications concernait l'université (à refondre), l'entreprise (à remodeler), la participation (à généraliser). C'était le cas en France, mais aussi au-delà. En Allemagne, par exemple, à propos de la contestation universitaire, et pas seulement au sein de la gauche allemande avec Rudi Dutschke et Herbert Marcuse.

Incontestablement, le bouillonnement des idées dans l'Europe de la prospérité retrouvée, mais en quête d'une « nouvelle société » à la fin des années 1960, a joué un rôle de maturation de l'équipe du C.I.F.E. Deux livres parus à l'époque en témoignent : *Les Principes de fédéralisme et la Fédération européenne* (de Guy Héraud) et un ouvrage collectif au titre évocateur : *La Révolution fédéraliste*. Toutefois l'approche personnelle d'Alexandre Marc était souvent plus nuancée et plus exigeante à la fois que celle de nombre de ses coéquipiers à l'égard des événements que nous venions de vivre.

Dans ce contexte encore, Guy Michaud, Laurent Schwartz, Henri Cartan, André Jeanson (qui présidait aux destinées de la C.F.D.T.) ont donné vie grâce à l'engagement militant de Marc Heim et de Gérard Fuchs, à un Comité de liaison pour une action fédéraliste (C.L.A.F.) qui s'est exprimé dès juin 1968 par des appels repris dans la presse, en faveur de l'« autogestion » et à l'encontre des ennemis naturels du fédéralisme qu'il convenait de combattre dans une même démarche : le centralisme et le nationalisme.

La Commission européenne elle-même a cru devoir publier, le 1<sup>er</sup> juillet 1968, un appel aux « forces jeunes et créatrices », fixant notamment parmi les buts à atteindre : des institutions fédérales, la transformation de la société, la participation de la jeunesse à l'édification communautaire, « sans attendre le moment où le peuple européen dans son ensemble serait officiellement consulté et appelé de façon constitutionnelle et organique à la vie du continent européen ». Ce n'est faire injure à personne que de dire qu'un tel langage serait aujourd'hui inimaginable dans une déclaration de l'exécutif communautaire... Mais il est vrai, ce texte avait pour véritable auteur Raymond Rifflet, alors chef de cabinet de Jean Rey.

\*

J'arrête ce récit, comme nous en étions convenus en équipe, quand nous avons conçu ce numéro spécial de notre revue. C'est-à-dire, à l'orée

des années 1970, alors que Jean-Louis Loubet del Bayle publiait ses *Non-conformistes des années 30*, qu'Henri Rieben venait d'éditer à Lausanne un ouvrage que j'avais consacré aux *Pionniers de l'Europe communautaire*, que Ferdinand Kinsky proposait son *Europe après de Gaulle*. C'était l'époque également où une nouvelle génération de jeunes universitaires s'annonçait dans notre mouvance, avec Vlad Constantinesco, Pierre Flahaut, Reinhart Lohrman, Edwin Morley-Flechter, Jean-Claude Sebag, etc. Certains se sont éloignés depuis lors, mais aucun d'entre eux, j'en ai la conviction, n'a pu oublier le temps privilégié de sa rencontre avec Alexandre Marc et ses enseignements.

Ni la fédération européenne ni la société fédéraliste ne se sont encore imposés dans les faits, malgré l'accélération de l'histoire, la poursuite de l'intégration économique et l'élargissement d'une Europe libérée des totalitarismes.

Tous ceux qui ont vécu l'aventure que je viens de rappeler à grands traits sont porteurs, avec d'autres encore qui nous ont rejoints, d'une part du message fédéraliste légué par Alexandre Marc. C'est du moins ce que je ne pouvais m'empêcher de penser dans la petite cathédrale de Vence où, le 25 février 2000, une poignée de fidèles et quelques collaborateurs s'étaient joints à ses proches pour rendre un dernier hommage à l'homme dont le parcours hors du commun et étonnamment fécond venait de s'achever.

Jean-Pierre Gouzy.

#### Bibliographie

Yann FOUERE, *L'Europe aux cents drapeaux*, Presses d'Europe, Paris, 1969.

Pierre FOUGEYROLLES, *Pour une France fédérale, vers l'unité européenne par la révolution régionale*, Denoël, Paris, 1968.

Jean-Pierre GOUZY, *Les pionniers de l'Europe communautaire*, Centre de Recherches Européennes, Lausanne, 1968.

Guy HÉRAUD, *L'Europe des ethnies*, Presses d'Europe, Paris, 1963 ; *Peuples et langues d'Europe*, Denoël, Paris, 1968 ; *La révolution fédéraliste*, ouvrage collectif, Presses d'Europe, Paris, 1969 ; *Les principes du fédéralisme et la fédération européenne*, Presses d'Europe, Paris, 1975.

Ferdinand KINSKY, *Europa nach de Gaulle*, Günter Olzog Verlag, Munich, 1969.

Robert LAFONT, *La révolution régionaliste*, Gallimard, Paris, 1967 ; *Sur la France*, Gallimard, Paris, 1968.

Jean-Louis LOUBET DEL BAYLE, *Les non-conformistes des années 36*, Le Seuil, Paris, 1969.

Alexandre MARC, *Proudhon*, Clairière, Marseille, 1945 ; *Avènement de la France ouvrière*, Aux Portes de France, Porrentruy (Suisse), 1945 ; *Civilisation en sursis*, La Colombe, Paris, 1955 ; *Europe, terre décisive*, La Colombe, Paris, 1959 ; *Dialectique du déchaînement, Fondements philosophiques du Fédéralisme*, La Colombe, Paris, 1961 ; *L'Europe pour quoi faire ?*, C.I.F.E., Paris, 1962 ; *Charte Fédéraliste*, Texte collectif, note liminaire d'Alexandre Marc, Presses d'Europe, Paris, 1963 ; *L'Europe dans le monde*, Paris, Payot, 1965.

Marc PAILLET, *Marc contre Marx*, Denoël, Paris, 1971.

Michel PHILIPPONNEAU, *La gauche et les régions*, Calmann-Lévy, 1967.

André THIÉRY, *L'Économie pour l'homme*, La Colombe, 1967.

Gaston RIOU, *Europe ma patrie*, Valois, Paris, 1928 et 1929 ; *La Baudinière*, Paris, 1945, avec une déclaration d'Aristide Briand.